



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°137 - 7 DECEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LE CONGO-
BRAZZAVILLE
ET LA FRANCE
SIGNENT
QUATRE
CONVENTIONS
DE
FINANCEMENT

NIGERIA :
L'ÉTAT ACCORDE
UN CONTRAT
MINIER A DIX
ENTREPRISES

CAMEROUN : LE
CAMEROUN
N'ORGANISERA PAS
LA COUPE
D'AFRIQUE DES
NATIONS (CAN)

CONGO-BRAZZAVILLE :
L'ÉTAT SUPPRIME LES
EXONERATIONS ET LES
TAUX REDUITS SUR LES
IMPORTATIONS

ETHIOPIE :
AGGRAVATION
DE LA PENURIE
D'ESSENCE

NIGER : MISE EN
SERVICE D'UNE
CENTRALE SOLAIRE
PHOTOVOLTAÏQUE
DE 7 MW A
MALBAZA

TANZANIE :
SUSPENSION DE
CINQ BANQUES
DU MARCHÉ DES
CHANGES

SENEGAL : LE PAYS
INVESTIT 2 M EUR
POUR HARMONISER
LES NORMES DE SES
PRODUITS ET
SERVICES

KENYA : ARBITRAGE
DES INVESTISSEURS
INTERNATIONAUX
EN DEFAVEUR DU
NAIROBI STOCK
EXCHANGE (NSE)



ACTUALITE REGIONALE

▼ Vers une réforme en profondeur de la Communauté électrique du Bénin (CEB)

Face à l'obsolescence du code bénino-togolais de l'électricité au vu du non-respect de certaines clauses clés par les deux compagnies de distribution (CEET et SBEE), les deux Etats ont décidé de réformer la Communauté Electrique du Bénin (CEB). Trois mesures ont été annoncées : (i) la restriction du mandat de la CEB à la fonction de transporteur d'électricité (avec conservation de son rôle d'exploitant pour le barrage de Nangbéto (65 MW) et deux turbines à gaz), (ii) l'adoption d'ici fin décembre 2018 d'un plan d'apurement des dettes de la CEB envers ses fournisseurs et (iii) la mise sous administration provisoire de la CEB au 1er janvier 2019 pour une durée de 6 mois, en vue du recrutement du futur gestionnaire.

 quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : Fitch revoit à la baisse son appréciation du risque de défaut à long terme des titres de dette en devises du Nigéria

La note attribuée aux créances nigérianes en devises reste à B+, strate supérieure des titres jugés très spéculatifs, mais les perspectives de notation s'améliorent et passent de négatives à stables. Cette décision se justifierait par la reprise économique en cours et des conditions plus favorables dans le secteur pétrolier. L'agence de notation mise sur une croissance du PIB de 2% en 2018, 2,5% en 2019 et 3,3% en 2020. En comparaison, le FMI et la Banque mondiale prévoient un taux légèrement inférieur à 2% pour 2018 et proche de 2,5% d'ici 2020. *Fitch* souligne également la désinflation en cours (hausse des prix de 11,3% au 3^e trimestre contre près de 14% au 1^{er} trimestre) et le prix élevé du pétrole - bien qu'il ait chuté à 58 USD fin novembre, après le pic à 85 USD début octobre.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Banque centrale maintient son taux directeur à 17%

Comme lors du précédent comité de politique monétaire en septembre, la Banque centrale ghanéenne a décidé de maintenir son taux directeur à 17%. Les pressions inflationnistes, posées notamment par les anticipations d'une appréciation du dollar (+7,8% par rapport au cedi depuis janvier) et du prix du baril de pétrole, se sont stabilisées par rapport au trimestre précédent. Toutefois, elles sont encore jugées susceptibles d'enrayer la trajectoire décroissante de l'inflation, actuellement à son niveau le plus bas depuis 6 ans (9,5%).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.f

▼ Afrique du Sud : Révision à la baisse de l'indice de confiance des ménages au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2018, l'indice de confiance des ménages du *Bureau of Economic Research* a diminué à +7 points (contre +22 au deuxième trimestre) sur une échelle maximale de 100 points. Les trois sous-indices (perception de l'activité économique future, perspectives d'évolution du pouvoir d'achat, capacité présente d'acheter des biens durables) se sont détériorés par rapport au trimestre précédent. L'indice reste toutefois positif, reflétant le relatif optimisme des ménages concernant la situation économique actuelle. Rappelons qu'en 2017, l'ensemble des indices avaient été négatifs (enregistrant une moyenne de -7,75) en raison de la dégradation du contexte économique à cette période.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Maintien de la notation de la dette souveraine par Standard & Poor's**

Vendredi 23 novembre, l'agence de notation *Standard & Poor's* a confirmé son évaluation du risque souverain sud-africain, à la fois pour la dette en devises et en rand (BB+ pour les notes de long terme, soit un niveau en-deçà de la catégorie spéculative, et BB pour celles de court terme). La perspective stable associée aux notes de long terme est également maintenue. L'agence table sur une prévision de croissance de 0,8% en 2018 (plus optimiste que celle de 0,6% annoncée par la Banque centrale), tout en soulignant l'importance de contenir le niveau de la dette publique.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : L'Angola représente 30% de la dette africaine vis-à-vis de la Chine**

Un rapport publié par l'agence de notation *Moody's* souligne l'importance de la dette publique angolaise vis-à-vis de la Chine. Cette dernière représente près d'un tiers du total de l'encours total de la Chine vis-à-vis de l'ensemble du continent africain, loin devant l'Ethiopie (10%) et le Kenya (7%). Selon les déclarations du ministre des Finances angolais, la dette du pays vis-à-vis de la Chine s'élèverait à 21 Mds USD. Dans son rapport, *Moody's* précise que les prêts chinois soutiennent la croissance du continent, tout en exerçant une forte pression sur les comptes publics et extérieurs des pays.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Fitch prévoit une stabilisation de la dette publique du pays à l'horizon 2022**

L'agence de notation estime que l'endettement public du pays va continuer à augmenter jusqu'en 2022, pour atteindre 119% du PIB (contre 112% actuellement) – en raison du ralentissement de l'activité économique et d'une consolidation budgétaire insuffisante. Par ailleurs, 2022 coïncide avec l'année de mise en exploitation escomptée pour les premiers projets gaziers situés dans le nord du pays. Selon les prévisions de l'agence, la croissance devrait s'établir à 3,5% en 2018. Enfin, elle table sur une augmentation du déficit public, situé entre 5,7% et 6,9% en fonction de l'évolution des arriérés de paiement.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : Ralentissement de l'inflation en novembre**

Au mois de novembre, l'inflation est repassée en dessous de la cible établie par la Banque centrale. Elle s'établit désormais à 7,8% en novembre (par rapport à la même période en 2017) contre 8,3% au mois d'octobre. Cette diminution est attribuable à la baisse des prix alimentaires le mois dernier.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : aggravation de la pénurie d'essence**

Depuis mi-novembre, la capitale Addis-Abeba et les villes de la région ont été touchées par une grave pénurie de carburant, une situation aggravée au cours des deux derniers mois par l'intensification du commerce de carburant illégal. Ce dernier est notamment rendu possible par les défaillances observées dans la chaîne d'approvisionnement : le vol de carburant, le frelatage et le gaspillage sont des défis majeurs rencontrés lors du transit effectué par camions citernes du terminal Horizon de Djibouti vers l'Éthiopie. En 2015, l'Éthiopie avait lancé un projet de pipeline de carburant, reliant Damerjog à Awash, pour un coût de 1,55 Md USD – qui a finalement été abandonné. Le gouvernement prévoit désormais de transporter le carburant via les 100 wagons citernes de la nouvelle ligne ferroviaire ethio-djiboutienne : reste désormais à relier le terminal djiboutien Horizon et les centres de stockage de Dukem à cette ligne.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : augmentation du taux de créances douteuses dans le système bancaire**

Selon la dernière revue économique trimestrielle de la Central Bank of Kenya couvrant la période avril-juin 2018, le volume de créances douteuses a enregistré une hausse de 3,9 % pour s'inscrire à 2,98 Mds USD à la fin juin 2018. Le taux de créances douteuses dans l'économie est lui aussi en légère augmentation, de 11,8 % fin mars 2018 à 11,97 % fin juin 2018. Cette tendance est alimentée par une augmentation des prêts non performants de 7,3 % dans le secteur du commerce (soit un taux de créances douteuses à 18,4 %), de 11,7 % dans le secteur manufacturier (soit un taux de 15,6 %) et de 15,8 % dans le secteur de l'immobilier (soit un taux de 11,3 %). Selon la Banque Centrale, la hausse constatée est notamment imputable à l'augmentation des impayés dans le secteur publique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : arbitrage des investisseurs internationaux en défaveur du Nairobi Stock Exchange (NSE)**

Dans un contexte de baisse de la valorisation boursière de 14,5 % du NSE-20 entre fin mars et fin juin 2018, la Central Bank of Kenya fait état d'un phénomène de désengagement des investisseurs internationaux de la bourse de Nairobi. La valeur totale des titres achetés par ces derniers n'était que de 104 MUSD en juin contre 123 MUSD en mars, soit une baisse de 18,3 %, tandis que la valeur totale des titres vendus s'est établie à 82 MUSD en juin contre 108 MUSD en mars, soit une baisse de 31,7 %. Ainsi, l'écart entre la valeur totale des titres vendus et la valeur totale des titres achetés par les investisseurs internationaux se creuse : il était de 21,5 % à la fin juin 2018 contre 12,0 % à la fin mars.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : inquiétude des parlementaires face à l'augmentation des prêts non performants**

Les députés rwandais ont exprimé leur inquiétude face à l'augmentation des prêts non performants et à la réticence des citoyens à solliciter des prêts en raison des taux d'intérêt élevés. Ces questions ont été soulevées lors de la présentation, par le gouverneur de la BNR, du premier rapport annuel 2017-2018 de la banque centrale aux deux chambres du Parlement, publié le 7 novembre 2018.

✉ philippines.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Gambie : hausse de 27% des recettes budgétaires prévue en 2019 par le ministre des Finances**

Dans le cadre de la discussion de la Loi de Finances pour 2019, le ministre des Finances et des Affaires économiques a annoncé que les recettes budgétaires totales, dons compris, devraient atteindre 25,3 Mds GMD (450 M EUR) en 2019, en hausse de 27% par rapport à 2018 (19,8 Mds GMD, 350 M EUR). Les dépenses totales et prêts nets devraient passer de 20,8 Mds GMD (370 M EUR) en 2018 à 28,7 Mds GMD (510 M EUR) en 2019 (+38%). Le paiement des intérêts de la dette (hors capital) devrait représenter 25% des recettes fiscales en 2019, contre 26% en 2018. Selon lui, la croissance du PIB s'établirait à 6,8% en 2018 puis 4,5% en 2019. L'agriculture représenterait 23% du PIB en 2018, l'industrie 16% et les services 61%.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : l'assemblée adopte la Loi de Finances pour 2019**

Le projet de Loi de Finance (LFI) pour l'année 2019 s'élève à 4071,8 Mds FCFA (6,2 Mds EUR) contre 3774,7 Mds FCFA (5,7 Mds EUR) pour la loi de finance rectificative en 2018, soit une hausse de 8% en valeur relative. Ce projet est bâti avec une prévision de croissance de 6,9% et un déficit budgétaire passant à 3% en 2019. Les principaux postes de dépense de l'Etat sont le service de la dette, évalué à 863,17 Mds FCFA (1,3 Md EUR) et les salaires, à plus de 1 000 Mds FCFA (1,5 Mds EUR) pour 2019. Les recettes totales de l'Etat augmenteraient de 9,4%, passant de 2 376,6 Mds FCFA (3,6 Mds EUR) en 2018 à 2 599,4 Mds (3,9 Mds EUR) en 2019, grâce à la modernisation et la simplification du dispositif fiscal, conjuguée au renforcement des contrôles douaniers.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 1,3 Md EUR de transferts reçus par les établissements de crédit au T3 2018 en g.a.**

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit sont ressortis à 867,1 Mds FCFA (1,3 Md EUR) sur les 9 premiers mois de 2018, en hausse de 2% en g.a. Selon la DGPPE, les transferts reçus progressent de 6,4%, au T3 2018 à 312,3 Mds FCFA (475 M EUR) contre 293,6 Mds (448 M EUR) au cours du T2. Les émissions de transferts rapides d'argent effectuées par les établissements de crédit du Sénégal vers l'extérieur, sont chiffrées à 124,3 Mds FCFA (189 M EUR) sur les 3 premiers trimestres de 2018, en baisse de 28,3% en g.a. Au total, les transferts nets d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont évalués à 742,8 Mds FCFA (1,1 Md EUR) à la fin du T3 2018, en hausse de 9,8%, sur un an.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : L'État suspend les avantages fiscaux et douaniers aux entreprises agréées à la charte des investissements.**

Par une note de service publiée le 22 novembre, le ministre des Finances et du Budget a ordonné la suspension des avantages fiscaux et douaniers aux entreprises agréées à la charte des investissements. Les entreprises concernées qui souhaitent le rétablissement de leurs privilèges devront justifier d'ici la fin de l'année le respect des dispositions de la loi portant charte des investissements, notamment en matière d'emplois, de réglementation de change, de transfert de fonds et de comptabilité. Cette décision, si elle est maintenue, serait lourde de conséquences pour les entreprises qui subissent de plein fouet la crise que traverse le pays.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : L'État supprime les exonérations et les taux réduits sur les importations**

En l'absence de justification d'un avantage douanier conforme au code des douanes de la CEMAC, aux lois des finances ou à la loi portant charte des investissements, toute marchandise importée doit désormais être dédouanée au régime de droit commun. Cette décision publiée le 22 novembre par une note de service du ministère des Finances et du Budget vise à pallier le manque à gagner causé par les nombreuses exonérations fiscales et douanières dans la mobilisation des recettes budgétaires. L'État congolais estime à 367,4 Mds FCFA (560 M EUR) le montant du manque à gagner à l'importation en 2017, soit le double des recettes collectées par la douane la même année.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Tanzanie : déclaration de la Banque mondiale sur la levée de la suspension des missions en Tanzanie**

Selon la Banque mondiale, le président tanzanien John Magufuli a assuré à la Banque que la Tanzanie ne poursuivrait aucune action discriminatoire dont le harcèlement et / ou l'arrestation d'individus en fonction de leur orientation sexuelle. Compte tenu de ces assurances données par les autorités tanzaniennes et à la suite d'une évaluation interne de la sécurité, la direction de la Banque mondiale, en consultation avec son personnel dans le pays et d'autres partenaires de développement, a décidé de lever la suspension des missions en Tanzanie.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : suspension de cinq banques du marché des changes interbancaires**

La banque centrale tanzanienne (BoT) a suspendu pour un mois cinq banques de la négociation sur le marché des changes interbancaires pour infraction aux règles. Selon la BoT, les banques Barclays, Exim, UBA, BancABC et Azania ont toutes été suspendues du marché le 23 novembre pour avoir enfreint le code de conduite du marché. Elles ont négocié à des taux hors marché et / ou n'ont pas soumis à la BoT les transactions qu'elles ont effectuées. La suspension intervient après que le régulateur a procédé à des inspections inattendues des bureaux de change dans la ville d'Arusha, une plaque tournante du tourisme et des pierres précieuses. Plus de 40 banques commerciales opèrent aujourd'hui en Tanzanie.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **São Tomé-et-Príncipe : lourdes difficultés d'approvisionnement électrique**

L'île de São-Tomé connaît des difficultés récurrentes de fourniture électrique, amplifiée depuis quelques mois par l'obsolescence du réseau. En effet, la société nationale EMEA produit environ 7 MW dans sa centrale thermoélectrique alors que les besoins de l'île sont évalués à 20 MW. De nombreux commerces ont déjà dû fermer et les entreprises doivent supporter un surcoût important pour fonctionner avec des générateurs. Un problème majeur vient s'ajouter à cette situation déjà difficile : le manque de carburant pour alimenter les groupes électrogènes. La direction de l'EMEA a d'ores et déjà annoncé qu'elle allait à nouveau réduire sa production électrique en raison d'un stock de carburant très limité. Plus de 80 % du mix énergétique dépend des énergies fossiles, malgré un potentiel hydroélectrique majeur.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : émission d'une obligation d'entreprise en cedis à Londres : une première pour un établissement ghanéen non-financier

Quantum Terminals, une entreprise ghanéenne spécialisée dans le développement d'infrastructures gazières, a émis à la Bourse de Londres une obligation de 45 MGHC (10 MUSD). Cette opération de marché en monnaie locale sur une place boursière étrangère constitue la première du genre en Afrique de l'Ouest pour un établissement non-financier. Elle a été réalisée avec l'appui d'une garantie couvrant 75% du montant de la dette levée auprès des investisseurs. Celle-ci a été octroyée par Guarantco, filiale du groupement de banques de développement *Private Infrastructure Development Group* qui veille à favoriser les opérations de financement d'infrastructures dans les pays à faibles revenus.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : projet d'accord de crédit de 25 MUSD entre l'Américain Nationwide Equipment (NWE) et trois banques locales

Le partenariat a été proposé par NWE à Ecobank, United Bank for Africa et International Bank, en réponse au problème d'accès au financement des entreprises, qui cherchent à investir dans des biens d'équipement. Le *Supplier Credit Program* de NWE permet aux banques d'octroyer des prêts d'une durée maximale de 3 ans destinés à l'achat d'équipements lourds, principalement pour les secteurs extractifs, de la construction et de l'agroalimentaire. Dans ce cadre, l'accès des banques à l'enveloppe de 25 MUSD mise à disposition par NWE leur permettrait d'éviter d'immobiliser une part de leurs actifs et ainsi de réduire leurs contraintes de solvabilité. NWE est une entreprise américaine spécialisée dans la vente, l'exportation et la syndication bancaire pour l'achat de biens d'équipement lourds.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : Altereo a signé avec l'entreprise d'Etat NamWater un protocole d'accord pour une étude de faisabilité financée par le gouvernement français.

La société française d'ingénierie de l'eau Altereo va réaliser une étude de faisabilité financée par le gouvernement français, qui doit permettre la réhabilitation du système de production et de transfert d'eau pour la municipalité de Keetmanshoop.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Eskom signe un accord avec la banque africaine de développement (BAfD) pour l'amélioration du réseau de transport d'électricité

Un accord de prêt de 2,8 Mds ZAR et 25 M USD a été signé pour la réalisation d'un projet qui prévoit la construction de 436 km de ligne à 400 kV et 116 km de ligne à 132 kV ainsi que des sous-stations à travers le Mpumalanga et le Kwazulu-Natal.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : poursuite des démarches pour l'électrification du SGR

La compagnie publique de transport d'électricité Ketraco a annoncé avoir déposé une demande d'autorisation auprès de l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA) pour débiter la construction de douze lignes de transport et de quatorze sous-stations le long du tracé du train à écartement standard (SGR) qui relie Nairobi au port de Mombasa. Le SGR fonctionne actuellement au diesel. Le gouvernement a passé un accord de financement pour l'électrification de la ligne à hauteur de 240 MUSD avec l'entreprise chinoise CET en janvier 2018. Le projet intervient alors que la rentabilité de la ligne ouverte en mai 2017 n'est pas encore assurée : ainsi, les frais de transport de marchandises devraient subir des augmentations tarifaires à hauteur de 79 % à partir du 1er janvier 2019.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : octroi d'une subvention de 11 MUSD par la Norvège pour la poursuite des réformes des finances publiques

Le vice-ministre des Finances et de la Planification économique, Ashatu Kijaji a déclaré que la Norvège s'est engagée à octroyer au gouvernement une subvention de 11 MUSD dans le cadre d'un programme visant au renforcement de la mobilisation des ressources domestiques. Selon le ministre, la Tanzanie a pu augmenter les volumes de recouvrement des impôts de 348 MUSD mensuels en 2015 à 610 MUSD actuellement, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires. Le ministre norvégien du Développement international en visite en Tanzanie, M. Nikolai Astrup, a déclaré avoir approuvé le programme et le soutien aux réformes fiscales du pays.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : 28,2 M EUR d'aide budgétaire prévus par le Groupe d'appui budgétaire (GAO) en 2019

Le GAO, composé de la Banque africaine de développement (BAfD), de la Banque mondiale (BM), du Luxembourg, du Portugal et de l'Union européenne (UE) a conclu sa dernière mission au Cap-Vert le 19 novembre. Il prévoit une croissance du PIB entre 4 et 5% en 2018 et a de nouveau mis en garde sur la valeur élevée de la dette publique du pays (130% du PIB). Le Cap-Vert devrait recevoir plus de 28 M EUR d'aide budgétaire en 2019, dont 20 M EUR de la BAfD, 5,7 M EUR de l'UE, 2 M EUR du Luxembourg et 500 000 EUR du Portugal. L'aide budgétaire de la Banque mondiale est néanmoins conditionnée par le processus de privatisation de TACV.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : inauguration du centre commercial Cosmos Yopougon

Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a inauguré le 22 novembre le 1er centre commercial de Yopougon, commune la plus peuplée de la Côte d'Ivoire. Le coût total du projet s'élève à 27,4 M EUR. Cosmos est le fruit d'un partenariat entre HC Capital Properties (HCCP), une compagnie privée d'investissement basée à Londres, et le groupe familial libanais Sarada. C'est le 4ème centre commercial à être inauguré en 3 ans à Abidjan. Cosmos sera en concurrence directe avec le groupe ivoirien Prosuma qui détient 4 centres commerciaux dans la ville.

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : construction de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké / Section Tiébissou-Bouaké

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé les travaux financés par la banque d'import-export chinoise. Long de 95 km, le tronçon devrait être achevé dans 36 mois. Les travaux sont réalisés par l'entreprise *China Railway Design Corporation (CRDC)*.

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Le portefeuille de la Banque mondiale augmente de 52%

Selon la directrice pays, Louise Cord, qui s'exprimait à l'occasion de la revue du portefeuille des opérations de la Banque mondiale au Sénégal, l'encours de la Banque aurait cru de 1,4 Mds USD en 2017 à 2,13 Mds USD en 2018, avec 354 M USD consacrés aux projets régionaux. La directrice a cependant dressé un bilan contrasté de la performance du Sénégal concernant l'indice du capital humain : les performances seraient relativement bonnes en termes de nutrition et de survie mais des résultats décevants auraient été notés en matière de scolarité des enfants et des progrès insuffisants en matière de santé maternelle, néonatale et reproductive.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville et la France signent quatre conventions de financement

Lors du dernier Comité d'orientation et de suivi du Contrat de désendettement et développement (C2D) organisé le 27 novembre à Brazzaville, le ministre congolais des Finances et du Budget et l'Ambassadeur de France au Congo ont signé quatre conventions de financement d'un montant de 64 M EUR. Ces financements concernent le projet d'appui à la relance de la filière cacao et de développement de l'agriculture vivrière (8 M EUR), le projet Paysages forestiers Nord-Congo pour la préservation de la biodiversité (6 M EUR), le projet de drainage pluvial à Pointe-Noire avec un appui au service hydrologique national (40 M EUR) ainsi que le projet Téléma de protection sociale (10 M EUR).

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : prêt de la BAfd de 100 M EUR

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé fin novembre l'octroi d'un prêt de 100 M EUR au Gabon afin de financer la troisième phase du programme d'appui aux réformes économiques et financières (PAREF III). Il s'agit de renforcer l'assainissement des finances publiques, d'appuyer la diversification de l'économie et d'améliorer le climat des affaires. L'objectif poursuivi par ce prêt est également de favoriser la croissance économique en réduisant la masse salariale de 10 % en 2019 par rapport à 2016, ainsi que d'abaisser le stock de la dette due aux entreprises adhérentes au Club de Libreville. Ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme FMI conclu avec le Gabon en juin 2017 au titre du mécanisme élargi de crédit. Il s'agit d'un appui budgétaire dont les ressources seront intégrées au budget de l'État et qui vient en complément des appuis apportés également par le FMI, la Banque mondiale et la France (AFD).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : Le ministère de la Justice met en place son fichier biométrique**

Le ministère de la Justice et des Droits Humains avec l'appui financier du Projet d'Appui à la Justice au Tchad phase 2 (PRAJUST 2) et de l'Union européenne, a lancé le recensement biométrique de son personnel. Il s'étendra sur tout le territoire national jusqu'au 18 janvier 2019. Il permettra de donner au ministère des informations fiables sur ses ressources au sein d'une banque de données, et ainsi aboutir à une gestion plus efficace et saine du personnel.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Cameroun : La BAfD débloque 98,4 Mds FCFA en appui aux réformes économiques prévues en 2019**

La signature du protocole d'accord a eu lieu hier au ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire. Cet accord est relatif au financement de la deuxième phase du programme d'appui à la compétitivité et la croissance économique (Pacce II) venant en appui au programme triennal du FMI conclu au mois de juin 2017. Les secteurs concernés par cette 2^{ème} phase du programme sont les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des transports.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : La Société islamique internationale accorde un prêt de 433 Mds FCFA à l'État**

La Société islamique internationale de financement du commerce a signé le 28 novembre 2018 à Djeddah (Arabie Saoudite) un accord-cadre d'une durée de trois ans avec le Cameroun. Il s'agit d'un financement de 433 Mds FCFA avec décaissement échelonné annuellement. Cette enveloppe devra servir au financement de projets prioritaires dans les domaines de l'exportation des produits agricoles et de l'importation des produits énergétiques et des produits pétroliers.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Rwanda : révision des objectifs d'irrigation par le gouvernement

Les députés rwandais ont exprimé leur inquiétude face à l'augmentation des prêts non performants et à la réticence des citoyens à solliciter des prêts en raison des taux d'intérêt élevés. Ces questions ont été soulevées lors de la présentation, par le gouverneur de la BNR, du premier rapport annuel 2017-2018 de la banque centrale aux deux chambres du Parlement, publié le 7 novembre 2018.

✉ philippines.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Burkina Faso : de bons résultats attendus pour la campagne agricole sèche 2018-2019

La campagne agricole sèche 2018-2019 a été lancée le 24 novembre 2018 par le ministre burkinabè des Ressources animales et halieutiques dans le Boulkiemdé (région Centre-Ouest) : 4,93 millions de tonnes de céréales sont attendues, soit une augmentation de 22% par rapport à la campagne écoulée. Le bilan céréalier excédentaire brut devrait être de 4 097 tonnes avec un taux de couverture des besoins de 404% contre 88% en 2017/2018. Les cultures maraichères sont quant à elles, estimées à 2,25 millions de tonnes avec notamment 930 850 tonnes d'oignon bulbe, 42 800 tonnes de céréales dont 32 000 tonnes de riz et 10 600 tonnes de maïs, 803 500 tonnes de fruits dont 480 000 tonnes de mangues.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement du programme néerlandais Hortifresh

Après avoir déjà débuté au Ghana, le programme *Hortifresh* a été lancé en Côte d'Ivoire le 20 novembre, à l'occasion du Salon *AgroFood & Plastipintback West Africa*. D'un montant de 1 Md FCFA (1,5 M EUR), il vise à créer un secteur légumes et surtout fruits professionnels, durables et compétitifs. Concernant 15 000 agriculteurs avec l'objectif d'augmenter leur productivité de 20% d'ici 2021, il passe par la mise en place de marché et le renforcement des liens entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement locale.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le groupe Société Agricole serait en lice pour reprendre la SAF-Cacao

D'après *Bloomberg*, Société Agricole, une entreprise dirigée par Nicolas Djibo, le maire de Bouaké, aurait été annoncée comme le nouveau repreneur de la SAF-Cacao. Le liquidateur Alain Guillemain aurait accepté de céder la SAF-Cacao contre une contrepartie financière de 145 Mds FCFA (221 M EUR). 15 Mds FCFA (22,8 M EUR) seront dédiés au fonds de roulement de la SAF-Cacao tandis que le reste du montant sera versé sur 10 ans et devront être remboursés avant la conclusion d'un accord final.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : Aquaterra Energy remporte un contrat avec First Exploration & Petroleum (FIRST E&P) pour l'installation de deux plateformes offshore dans le Delta du Niger

L'entreprise britannique et son partenaire local, Maerlin Nigeria Ltd, se sont vus attribuer par le Nigérian FIRST E&P un contrat pour la conception, l'ingénierie et l'installation de deux plateformes offshore dans le cadre du projet de développement des champs Anyala et Madu (Etat de Bayelsa), sur les licences *Oil Mining Lease* (OML) 83 et 85 respectivement. FIRST E&P possède une participation de 40% dans les deux licences, après rachat à Chevron en 2015, et la *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC) 60%. Le coût total du projet serait de 1,1 Md USD, dont 724 MUSD financés par l'américain Schlumberger. FIRST E&P est un partenaire stratégique du groupe Dangote, nouveau venu dans la production pétrolière, via la société d'exploration et de production d'Afrique de l'Ouest (WAEP).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'Etat accorde un contrat minier à dix entreprises

Le ministre du développement des Mines et de l'Acier, Abubakar Bawa Bwari, a annoncé qu'un contrat d'exploration minière avait été accordé à dix entreprises du secteur (quatre sociétés d'exploration et six sociétés de conseil). S'il n'a pas précisé le montant global du contrat, le ministre avait annoncé en juillet dernier qu'un contrat d'environ 41,5 MUSD serait accordé à 8 entreprises. Pour rappel, le développement du secteur minier a été identifié comme clé pour la diversification de l'économie du pays. En ce sens, le Nigeria offre aux entreprises du secteur trois à cinq ans d'exonération fiscale, l'exonération de droits d'importations sur les équipements importés, la pleine propriété de leurs activités et des facilités pour disposer de leurs bénéfices. En 2017, la Banque mondiale avait également accordé 150 MUSD au Nigeria pour développer le secteur.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : L'Afrique du Sud va mettre en place une taxe carbone à partir de juin 2019**

Cette taxe va sera mise en place en plusieurs phases dont la première ne taxera que 10 à 40 % des émissions. La taxe devrait s'élever de 6 à 48 ZAR par tonne de CO2 émise.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : présentation des résultats du Plan de développement à moindre coût**

Le Ministère de l'énergie et des hydrocarbures (MEH) a présenté le Plan de développement à moindre coût (PDMC) du secteur Energie le 27 novembre en compagnie du cabinet Artelia. Conformément à la Nouvelle Politique Energétique (NPE) de 2014, l'objectif du mix énergétique est d'atteindre une part de 85 % pour les énergies renouvelables et un taux d'accès à l'électricité de 70 % d'ici 2030. D'un coût estimé à 1,9 Mds EUR, le plan confirme la priorité donnée aux trois grands projets de barrages hydroélectriques de Sahofika (à opérationnaliser d'ici 2024), Volobe et Antetazambato (2022). L'étude recommande également le passage à un réseau de transport à 220 KV et le déploiement de 20 à 50 MW d'énergie solaire.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : reconnaissance de la performance du Rwanda en termes de promotion des énergies propres par le Climatescope de Bloomberg**

Le Rwanda a été classé 5ème pays au monde en termes de promotion des énergies renouvelables par le rapport *Climatescope* de Bloomberg, un gain de 11 places par rapport à l'année précédente. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette bonne performance figure la croissance du marché interne de solutions *off-grid*. Au cours des 7 dernières années, le taux d'électrification nationale a quadruplé, passant de 10 % en 2010 à 40 % de la population en 2017. Le pays désire atteindre l'accès universel à l'énergie, d'ici à 2024, et les autorités ambitionnent d'électrifier 48 % des ménages grâce au « *off-grid* » d'ici 2024.

✉ philippines.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée : signature de conventions minières entre l'Etat et le consortium SMB-WINNING**

La Société ivoirienne de raffinage (SIR) va retrouver sa pleine capacité de raffinage avec le remplacement du réacteur endommagé lors de l'incendie du 2 janvier 2017. La SIR est la première entreprise du pays avec un chiffre d'affaires de 1,7 Md EUR. Total en est actionnaire à hauteur de 20,35%.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : mise en service d'une centrale solaire photovoltaïque de 7 MW à Malbaza**

La centrale solaire photovoltaïque de 7 MW à Malbaza dans la région de Tahoua a été inaugurée le 24 novembre par la ministre nigérienne de l'Energie, Amina Moumouni. 1ère installation de ce type au Niger, cette centrale est financée par l'Inde pour plus de 14 Mds FCFA (21,3 M EUR) et va permettre d'accroître la production nationale d'électricité provenant actuellement de deux structures que sont la Société nigérienne du Charbon d'Anou Araren (Sonichar, à base de charbon) et la Nigelec (à partir de combustible diesel). A noter que la société nationale Nigelec compterait porter à 100 MW la part du solaire dans son offre d'ici 2021. Une centrale solaire de 20 MW est également en projet à la périphérie de Niamey.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Togo : Suivi des actions de l'AT2ER**

L'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER), créée en mai 2016, a procédé, avec l'aide du cabinet McKinsey, à un maillage du territoire pour connaître les solutions d'offre d'électricité les plus adaptées par zone géographique (déploiement espéré de 600 000 kits solaires domestiques et 300 mini-centrales sur site isolé). L'AT2ER prévoit, sur le plan hydraulique, de mettre en fonctionnement 3 barrages hydroélectriques (Sarakawa (24 MW), sur financement public en passe d'être sécurisé avec une participation de l'AFD, Titira (24 MW) et Tététou (50 MW) qui devraient être financés sur fonds privés via des PPP), ainsi que de développer, sur le plan solaire, au moins 3 centrales en privilégiant l'option PPP.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Ethiopie : construction de 500 abribus dans la capitale par le chinois Jiangxi**

La ville d'Addis-Abeba installera 500 abribus pour un coût de 4,91 MEUR. La société chinoise *Jiangxi Water & Hydropower Construction* a gagné l'appel d'offre pour la deuxième phase du projet dont l'achèvement est prévu mi-2019. Les abris pourront accueillir une vingtaine de personnes et seront situés le long des principaux axes routiers de la capitale. Cette même société avait déjà installé 500 abribus l'année dernière, permettant ainsi la création de 250 emplois ; l'autorité des routes d'Addis-Abeba a pu générer 8 METB (251 009 EUR) grâce aux revenus tirés des panneaux publicitaires. L'Administration d'Addis-Abeba prévoit d'installer 2 000 abris d'ici la fin du deuxième plan quinquennal (GTP II 2015-2020).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : officialisation de la proposition d'acquisition de 51% du capital de Cabo verde airlines par Icelandair**

Le gouvernement capverdien a annoncé le 24 novembre que la compagnie islandaise *Loftheidir-Icelandic*, du groupe *Icelandair*, avait présenté la proposition finale d'acquisition de 51% du capital de Cabo Verde Airlines (ex TACV). Cette nouvelle offre devra être évaluée par la commission d'évaluation, conseillée par des experts internationaux en droit commercial, transport aérien et privatisation. Selon la compagnie islandaise, l'achat de la compagnie aérienne nationale se fera par le biais d'une nouvelle société, *Loftheidir Cabo Verde*, dont le propriétaire islandais *Loftheidir Icelandic* détiendra 70% du capital.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : le pays investit 2 M EUR pour harmoniser les normes de ses produits et services**

Le ministre du Commerce, du secteur informel, des petites et moyennes entreprises, Alioune Sarr, a présidé le 27 novembre la cérémonie officielle de lancement du projet d'appui à la conformité métrologique des produits et des services afin de faciliter les échanges. Ce projet prévu sur 3 ans est cofinancé par le Gouvernement du Sénégal, l'Union européenne (UE) et le Cadre intégré renforcé (CIR), pour un cout global de 1,4 Mds FCFA (2 M EUR).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : SOMDIAA annonce un changement à la tête de sa filiale camerounaise SOSUCAM**

Alexandre Vilgrain, PDG du groupe agroalimentaire SOMDIAA, remplace Louis Yinda à la direction générale de la Société sucrière du Cameroun (SOSUCAM). MM. Gilles Drouin et Samuel Libock sont par ailleurs nommés directeurs généraux adjoints.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : 1ère édition du Salon de l'Élevage au Burkina Faso (SABEL)

Placée sous le patronage du Président du Burkina Faso et le parrainage du ministre des Ressources animales et halieutiques de la République de Côte d'Ivoire, la 1ère édition du Salon de l'élevage au Burkina Faso (SABEL) s'est tenu à Ouagadougou sur le site du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) du 27 novembre au 1er décembre 2018. Sous le thème « Place des productions animales et halieutiques dans le développement des bases productives et de compétitivité de l'économie nationale ». Le salon a accueilli des participants de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, de la France et des treize régions du Burkina Faso.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Le Cameroun n'organisera pas la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019

Le Cameroun s'est vu retirer l'organisation de la CAN 2019. La Confédération africaine de Football (CAF) a estimé que le pays ne serait pas prêt à temps pour la compétition qui démarrera en juin 2019. Toutefois selon le président de la CAF, les trois prochaines éditions de la Coupe d'Afrique des Nations seront décalées et l'organisation de la CAN 2021 devrait être attribuée au Cameroun et celle de 2023 à la Côte d'Ivoire. Ce décalage devrait avoir des conséquences économiques notables pour le pays au vu des différents engagements contractés pour mettre sur pieds les infrastructures nécessaires à la bonne tenue de la compétition.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

